

Strasbourg marque un point dans la bataille du siège du Parlement européen

LE RÉSUMÉ

Le nombre de sessions que le Parlement européen tient à Bruxelles est en chute libre. Les défenseurs du siège de Strasbourg y voient une victoire.

En campagne pour défendre le rang de la ville française, **des députés cherchent à rapatrier certaines activités de Bruxelles à Strasbourg.**

Avec le Brexit, la ville alsacienne se félicite aussi de voir **disparaître les plus virulents défenseurs d'un siège unique à Bruxelles.**

FRÉDÉRIC ROHART

Dans un bref communiqué passé complètement inaperçu cette semaine, deux eurodéputés français s'abritaient le champagne: dans l'indifférence générale, sans même qu'il y ait le moindre débat au Parlement européen, Strasbourg venait de remporter une manche dans la «bataille du siège» qui l'oppose à Bruxelles.

La victoire en question? Une diminution drastique du nombre de «mini-sessions» qui ont lieu dans la capitale belge. Alors que c'est à Strasbourg que les députés tiennent leurs douze sessions plénières annuelles, l'hémicycle bruxellois est régulièrement mis à contribution pour accélérer les travaux. L'an dernier encore, dix réunions plénières ont eu lieu dans le Caprice des Dieux. Or mercredi, le Parlement a adopté un calendrier qui n'en prévoit plus que trois en 2018.

«L'objectif, à terme, serait de supprimer les sessions additionnelles à Bruxelles et de concentrer l'activité des sessions plénières à Strasbourg», indique l'eurodéputée française Anne Sander, élue du Grand Est français. Spéculant sur l'avenir du bâtiment qui abrite l'hémicycle bruxellois – «le Paul Henri Spaak n'est plus stable, un bruit de couloir dit même

qu'il pourrait être rasé» –, elle plaide pour que les mini-sessions soient ramenées à Strasbourg. Mais pas seulement: «On aimerait rapatrier certains services administratifs qui sont liés à la plénière. On a d'ailleurs déjà à disposition une réserve foncière pour les abriter.»

Un succès en cache un autre

À y regarder de plus près, cette «victoire» sans débat sur la diminution des sessions bruxelloises est pourtant suspecte. «En 2018,

les travaux du bâtiment Paul Henri Spaak vont démarrer, à partir de là, il sera forcément de moins en moins possible d'y réunir des sessions», souligne Alain Hutchinson, commissaire à l'Europe de la Région bruxelloise. Y voir un recul de Bruxelles comme siège du Parlement n'a pas de sens, souligne-t-il, dans un contexte où le Parlement construit un nouveau bâtiment rue Belliard, en reprend un autre au square de Meeûs, s'apprête à ouvrir la Maison de l'Histoire de l'Europe et se lance dans des travaux de rénovation.

Deux fonctionnaires au sein du Parlement pointent plutôt, dans cette réduction des mini-sessions, le reflet d'une baisse d'activité parlementaire. «C'est simplement qu'il n'y a rien à mettre à l'agenda.» S'il y a eu tant de mini-sessions en 2015, c'est qu'il fallait terminer le travail de la législature précédente. Or, sous la présidence de Jean-Claude Juncker, le nouveau credo de la Commission, seule habilitée à faire les propositions législatives, c'est de moins réguler...

Le succès proclamé par les députés français semble donc largement surfait. Mais

Strasbourg n'en est pas moins en bonne position pour défendre son titre de capitale européenne. Les députés qui voudraient l'affaiblir, menés par la Suédoise Anna Maria Corazza Bildt, ont essuyé une défaite avec le refus, cette semaine d'une demande d'écourttement des sessions strasbourgeoises.

Plus fondamentalement, l'idée même d'un siège unique est tombée en hibernation. En 2013, les députés européens avaient adopté un rapport dans lequel ils demandaient de pouvoir déterminer eux-mêmes le lieu de leurs travaux, et une très large majorité s'est exprimée l'an dernier encore pour défendre un siège unique de leur institution,

qui leur éviterait d'avoir à parcourir 440 km chaque mois pour rejoindre la capitale alsacienne. La mort de Strasbourg, en somme, à qui l'on proposerait une jolie université européenne en guise de lot de consolation.

Merci les Anglais

Mais l'Eurométropole a réagi en prenant le contre-pied de ses détracteurs. Depuis l'an dernier, sa plateforme «Strasbourg THE

Seat» défend l'idée que si siège unique il faut, alors ce doit être Strasbourg. Parce que Bruxelles est polluée, congestionnée. Et parce que la proximité du Parlement avec la Commission est toxique. «À Bruxelles, il est toujours la troisième roue du carrosse et il est en prise directe avec les lobbies», souligne Catherine Trautmann, à la tête de la plateforme.

La meilleure défense, c'est l'attaque. Mais derrière cette position de façade qui défend le rapatriement pur et simple du Parlement à Strasbourg, la véritable victoire française est que le dangereux débat sur le siège unique se soit endormi. Et peut-être pour de bon. «Le Brexit a créé un coup de gel sur cette question: les plus virulentes attaques contre Strasbourg sont venues des députés anglais», poursuit Trautmann, qui était maire de Strasbourg à l'époque où des promoteurs bruxellois bâtissaient le Caprice des Dieux. Qui plaide pour en finir avec les campagnes inamicales: «On ne peut pas uniquement raisonner sur un terrain polémique», plaide-t-elle. L'Europe n'a-t-elle pas d'autres chats à fouetter?

3

Alors que les députés européens ont encore tenu dix sessions à Bruxelles l'an dernier, ils n'en tiendront plus que trois en 2018. Une victoire pour Strasbourg?